



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-72418>

Département(s) de publication : **75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95**

Annonce n° **25-72418**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Préfecture de police de Paris

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 17750151700011

Ville : Paris

Code postal : 75004

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Identifiant interne de la consultation : E2025BMI09

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Bureau des Marchés Immobiliers

Adresse mail du contact : Pp-die-djb-bmi-polejuridique@interieur.gouv.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. L'opérateur économique doit justifier d'un chiffre d'affaire annuel en moyenne au moins égal sur les trois dernières années à : ? Pour le lot n°1 : 1 500 000 euro(s) HT. ? Pour le lot n°2 : 600 000 euro(s) HT.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, le maître d'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats-membres. Pour les lot n°1 et 2 Certificat Qualibat 1552 -

Traitement de l'Amiante et Attestation en cours de validité ou Global Certification - Traitement de l'Amiante et Attestation en cours de validité ou Afnor Certification - Traitement de l'Amiante et Attestation en cours de validité ;

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 06/08/2025 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Restaurattion des fissures en façade de la Caserne de Tournon (75006)

Code CPV principal - Descripteur principal : 45443000

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Le projet concerne le remplacement des menuiseries et la restauration des façades du bâtiment B, non protégé au titre des MH mais se situant dans le périmètre sauvegardé. Les murs réalisés en moellons (pierre calcaire de faible dureté et d'une porosité importante) ne peuvent pas restés apparents, contrairement à la pierre de taille protégés au mortier de plâtre et chaux à l'origine. Cet enduit par ses propriétés de souplesse et de respiration permet aux pierres de se dilater et de respirer. Les campagnes de ravalement successive, notamment au 20ème siècle par un enduit à base de ciment (matériau dur et non respirant) n'est pas adapté et serait à l'origine des désordres constatés. Les linteaux modifiés par des éléments en béton devront faire l'objet d'étude complémentaires. Les menuiseries bois à petits carreaux, à simple vitrage, cintrée sur les trois premiers niveaux, rectangulaire au 4ème, sont en mauvais état et à remplacer. Le bâtiment est principalement composé de logements et est également occupé par plusieurs services de la garde Républicaine Les travaux portent pour la tranche ferme sur :  Le déplombage, restauration des façades ainsi que le changement des menuiseries du bâtiment B côté cour garancièrre et côté cour Chevallier  La restauration ou le remplacement de l'ensemble des descentes d'eau pluviales fuyardes. Et pour les tranches optionnelles : - Tranche optionnelle 1 : Le changement de 27 menuiseries sur l'aîle Nord de la cour Chevallier. - Tranche optionnelle 2 : Le ravalement du pignon au 7 rue garancièrre (déplombage inclus); Les travaux de la tranche ferme se décompose en deux phases : La phase n° 1 : La réalisation du ravalement et du changement des menuiseries des façades Nord et Ouest de la cour Chevalier La phase n°2 : La réalisation du ravalement et du changement des menuiseries du reste des façades des cours chevalier et Garancièrre.

Lieu principal d'exécution du marché : 10 rue de Tournon - 75006 Paris

Durée du marché (en mois) : 12

Valeur estimée (H.T.) : 2112121 euros

La consultation comporte des tranches : Oui

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot :** Lot n°1:Macro Lot CLOS-COUVERT / GROS OEUVRE / AMENAGEMENT INTERIEUR (Démolition, Déplombage, Gros-oeuvre, Ravalement, Zinguerie, Travaux d'accompagnement).

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 90660000

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 1737055 euros

Lieu d'exécution du lot : 10 rue de Tournon - 75006 Paris

- **Description du lot :** Lot n°2:Menuiseries

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45421150

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 835883 euros

Lieu d'exécution du lot : 10 rue de Tournon - 75006 Paris

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détail sur la visite (si oui) : La visite du site est obligatoire pour les deux lots sous peine de rejet de l'offre. Les visites sur site se dérouleront du 30/06/2025 au 31/07/2025 inclus excepté les samedis, dimanches et jours fériés.

Autres informations complémentaires : En application des articles L2112-2 et L2112-4 du Code de la commande publique, les soumissionnaires doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de 16 à 25 ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale. Cette exigence se présente sous la forme d'un volume horaire minimum et constitue une condition d'exécution du présent marché. Le volume horaire minimum exigé est celui indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières à l'article « Clause sociale - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire ». Il est à réaliser pendant toute la durée du marché. Néanmoins, les soumissionnaires peuvent dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent. Les soumissionnaires doivent impérativement compléter l'annexe 1 du CCAP à savoir la Fiche entreprise « Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire ». Cette fiche constitue le cadre de réponse concernant leur engagement concernant la clause sociale prévue au contrat. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils doivent s'engager à accomplir la clause sociale et remplir la fiche entreprise de manière la plus exhaustive possible en tenant compte du public concerné. Le défaut de transmission de la fiche entreprise dûment complétée avec les informations requises rend automatiquement l'offre du soumissionnaire irrégulière. Le délai global de paiement ne peut excéder trente jours conformément aux dispositions des articles L.2191-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique. Le délai de paiement court à partir de la date de réception de la facture conforme et non sujette à contestation ou rectification. Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement. Le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 euros pour frais de recouvrement sur chaque situation de travaux. Ces frais de recouvrement sont cumulés avec les frais d'intérêts moratoires.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 26/06/2025